

A) LA SITUATION ECONOMIQUE

1) L'Europe Occidentale et les Etats-Unis

Les destructions immenses, l'appauvrissement, l'inflation que la guerre a provoqué en Europe et dans plusieurs pays coloniaux et semi-coloniaux, ainsi que la dislocation du marché mondial qui s'en suivit, ont déterminé, comme cela a été généralement correctement indiqué dans les documents de la Conférence d'avril 1946, une reprise profondément irrégulière de l'activité économique dans ces pays.

D'autre part, ce caractère irrégulier de la reprise économique a été aggravé par le déséquilibre des rapports économiques entre tous ces pays et les Etats-Unis, créé par la guerre.

L'effort fait, durant l'année 1945, pour démarrer l'activité économique dans les pays de l'Europe Occidentale et dans les pays coloniaux et semi-coloniaux touchés par la guerre, n'a apporté que des résultats lents et maigres. La production a réalisé, surtout pendant la première partie de l'année 1946, des progrès d'une ampleur variant d'un pays à l'autre. Mais elle n'a dépassé qu'exceptionnellement, dans certains pays, les niveaux déjà bas de la production de 1938. Pour tous ces pays, et particulièrement pour les pays européens, y compris la Grande-Bretagne, le développement de la production fut en grande partie déterminé par les importations nécessaires à l'alimentation de leur population et de leur industrie, importations de provenance américaine et financées par des crédits américains.

Depuis le dernier trimestre de 1946, la production a montré une tendance à plafonner dans la plupart de ces pays. A mesure que s'épuisaient les dernières disponibilités en dollars, une année plus tard, la situation économique, aussi bien en France et en Italie qu'en Grande-Bretagne, menaçait de devenir littéralement catastrophique.

D'autre part les efforts anglo-américains pour ranimer la vie économique en Allemagne et pour accélérer sa reconstruction n'ont pas donné, jusqu'à présent, de résultats appréciables.

Le « plan Marshall », c'est-à-dire le projet d'une nouvelle aide finan-

cière des Etats-Unis aux pays de l'Europe Occidentale, échelonnée sur un certain nombre d'années, vise à éloigner l'éventualité de la catastrophe et à développer l'économie européenne sous le contrôle américain dans les limites compatibles avec les intérêts économiques des Etats-Unis. Cependant, continuer à subventionner pendant quelques années encore les importations vitales des pays européens, ne signifie en aucun cas qu'il sera possible de rétablir même l'équilibre économique d'avant-guerre.

Entre les deux guerres mondiales, le déficit de la balance commerciale du capitalisme européen décadent fut compensé par les revenus des capitaux placés à l'étranger et par les recettes résultant de services rendus : frêts, commissions, etc. La guerre a, en très grande partie, éliminé ces sources de revenus.

Seul un accroissement sensible de la production et l'ouverture de nouveaux marchés permettraient au capitalisme européen de compenser ces pertes et de rétablir une balance de paiements favorables, qui le dispenserait de recourir constamment à un endettement excessif envers les Etats-Unis.

Le « plan Marshall » n'arrête pas le mouvement en sens unique des biens et des services vers l'Europe, et l'accumulation de créances aux Etats-Unis. Ceci est à la base du déséquilibre profond de l'économie mondiale consécutif à la guerre.

D'autre part, les Etats-Unis doivent maintenir sinon accroître les exportations de biens et de services pour que leur production puisse être maintenue à son niveau actuel et pour que l'éclatement de la crise économique soit retardé.

Cependant même le maintien des exportations américaines aux niveaux actuels par l'octroi de crédits, tout en privant les autres pays capitalistes des marchés dont ils ont besoin pour leur propre développement, ne jouera pas un rôle déterminant pour prévenir la crise aux Etats-Unis. En effet les exportations totales des Etats-Unis ne représentent qu'une partie très restreinte de